

Groupe de travail du Conseil scientifique du CNRS

Relations industrielles et valorisation

Animateur : Michel PIECUCH

Participants : Bertrand CASTRO, Bruno DUBOST, Pierre LADEVEZE, Muriel MOSER, Jennifer GREEN

L'actualité ayant mis l'accent sur un rapport présenté par l'inspection des finances et l'inspection générale de l'administration de l'éducation nationale, le groupe de travail a discuté ce rapport assez longuement. Une présentation détaillée de ce rapport et de la discussion le concernant sera fourni ultérieurement par le rédacteur.

Cependant quelques points de ce rapport ont retenu notre attention. Le premier est la présentation un peu sommaire du résumé où les établissements publics français sont classés selon leur bonne ou mauvaise valorisation, le groupe estime un peu caricaturale la vision faisant du CNRS le mauvais élève et du CEA le bon.

Du côté positif, les constatations du rapport sur :

- 1) La lourdeur des structures administratives chargées de la valorisation et leur manque d'efficacité.
- 2) La relative faiblesse de la recherche industrielle en France.
- 3) Sur la faible mobilité des personnes entre recherche publique et privée et même au sein de la recherche publique entre les différents organismes.

Sont assez largement partagées par le groupe de travail.

Nous nous sommes interrogés sur la manière dont se passait la valorisation au sein de l'établissement.

Sur ce point, nous avons discuté assez longuement du produit phare du CNRS, le « taxotère ». Comment cette découverte d'une nouvelle molécule a pu se transformer en un médicament qui se vend bien. Nous avons constaté qu'il avait fallu aux découvreurs de la molécule beaucoup d'énergie et des contacts directs avec un industriel pour que ce dernier soit convaincu et produise le médicament. Ce modèle n'est donc en rien un exemple dans la mesure où il a réussi grâce à des contacts directs que n'ont pas la majorité des chercheurs.

Bertrand Castro, membre de notre groupe, propose un modèle simple de la valorisation : il faut d'abord un découvreur, un « savant fou », il faut ensuite quelqu'un qui fasse la promotion de l'invention : un « mentor » et enfin un industriel qui engage ses fonds : un « sponsor ». Dans l'exemple du taxotère, le « savant fou » et le « mentor » étaient la même personne.

La difficulté dans ce modèle est assez claire, comment réunir le triptyque nécessaire. Dans le modèle actuel, les découvreurs sont les chercheurs du CNRS, les

promoteurs, l'agence de valorisation de l'établissement et les sponsors tous les industriels du carnet d'adresse de la même agence, il semble que cela ne marche pas... La difficulté est la double compétence nécessaire de la structure de valorisation, dénicher les idées décisives au sein de la structure et connaître les industriels susceptibles d'être intéressés par ces idées.

Donc la première conclusion est de regarder ailleurs comment fonctionnent les structures de valorisations. Le groupe a d'abord fait remarquer que le caractère singulier du CNRS (établissement opérateur de recherche, mais aussi agence de moyens, associée massivement aux universités) rendait les comparaisons internationales un peu vaines et ne s'est pas livré à ce jeu, même s'il a étudié en détail certaines universités anglo saxonnes comme Oxford (un membre du groupe de travail appartient à cette université et a fait un rapport détaillé sur ses structures de valorisations). Les conclusions que nous avons tirés de ces exemples, sont que ces structures emploient comparativement plus de monde, qu'elles sont plus proches de la base, et qu'elles sont en général rémunérées directement sur leur production.

La première proposition que nous faisons est donc :

Proposition 1) Essayer de créer des structures décentralisées, par exemple dans des administrations déléguées, de contractuels, chargés de prospecter les labos et les PME locales dans un domaine d'activité précis. Nous reconnaissons que cette proposition reste assez vague et difficile à mettre en œuvre, mais une association avec les PRES serait peut être une idée à creuser.

Parallèlement, il faut encourager les chercheurs innovants. Le premier problème est de trouver des indicateurs d'innovation. La société ALCAN par exemple, compte le nombre d'idées innovantes par chercheur. Est-il possible de mettre en place de tels indicateurs pour juger de la carrière des chercheurs CNRS ? Une proposition possible pour encourager l'innovation est :

Proposition 2) Payer une partie des salaires des chercheurs sur les contrats avec l'industrie qu'ils obtiennent.

Cette proposition est assez délicate, sans doute, mais peut faire bouger un peu les choses.

Le point sur la mobilité a retenu notre attention, nous avons assez longuement discuté sur les raisons structurelles de ces difficultés (faible embauches de docteurs dans l'industrie, dichotomie entre grandes écoles et université...) mais nous ne résoudrons pas ces problèmes facilement. Par contre, nous nous sommes interrogés sur des améliorations possibles pour favoriser les passerelles entre la recherche publique et la recherche privée. Une proposition nous a paru pertinente :

Proposition 3): Mettre en place un pourcentage encouragé du temps d'un chercheur du CNRS (par exemple 20% sur toute sa carrière ?) dans l'industrie.

Enfin, le groupe de travail a discuté de la faiblesse de la recherche industrielle. Bertrand Castro a souligné que cela n'était pas vrai dans l'industrie pharmaceutique, cependant, nous avons tous remarqué que la recherche des grands groupes industriels avait baissé ces dernières années pour différentes raisons. Le rapporteur a émis une proposition personnelle.

Proposition 4) Refonder le CNRS sur des laboratoires mixtes avec l'industrie comme il avait été dans les années 60 utilisé via la création des laboratoires associés pour revitaliser la recherche universitaire dans notre pays.

L'idée est que , après quarante ans, la recherche universitaire n'a peut être plus besoin du CNRS(certains universitaires le croient) et donc sue l'on peut recentrer l'établissement sur des missions nouvelles.

Divers problème se posent, concernant cette proposition, d'abord il faudrait faire un bilan des actuels laboratoires mixtes, départements par départements. Ensuite, les industriels ne sont pas toujours très demandeurs de laboratoires mixtes et il faut un peu leur forcer la main. Cependant cette proposition mérite d'être étudiée...